Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !



n° 71
p.a.f. 0,60 € - mai 2017

Périodique du groupe Lutte Ouvrière - Arbeidersstrijd (communiste trotskiste)

Elections présidentielles en France: seules les luttes collectives peuvent changer le sort des travailleurs

Dans ce numéro:

De Stem van de Arbeiders is ook in het Nederlands verkrijgbaar

Nathalie Arthaud, une candidate pour faire entendre le camp des travailleurs !

Notre camarade Nathalie Arthaud, la candidate de Lutte Ouvrière, a obtenu 0,65 % des suffrages. Ces 230.660 électeurs n'ont pas pesé sur le choix du président français, mais cela n'était pas le but.

En effet, voter Nathalie Arthaud, c'était exprimer sa conscience que voter ne suffit pas, que derrière le prochain président, quel qu'il soit, le vrai pouvoir reste dans les mains de la classe capitaliste et que c'est ce pouvoir là qu'il faut mettre en cause pour imposer les besoins fondamentaux des travailleurs.

Contre les 9 candidats qui se placent d'une façon ou d'une autre sur le terrain de la bourgeoisie, Nathalie Arthaud a porté les intérêts des travailleurs sur les plateaux de télévision d'où ils sont habituellement exclus: un emploi et un salaire pour tous en interdisant les licenciements et en répartissant le travail entre tous, sans perte de salaire. Une augmentation de 300 euros pour tous et aucun salaire, aucune pension, aucune allocation en-dessous de 1800 euros.

Aux journalistes qui trouvaient "utopiques" son programme, elle a répondu, s'ils s'étaient posé la question comment on pouvait vivre avec moins, eux qui s'inquiètent toujours pour le bien-être des entreprises, y compris celles qui font des milliards de bénéfices et peuvent licencier en toute impunité.

Il ne s'agissait pas d'un programme électoral, mais d'un programme pour les luttes que les travailleurs auront à mener. Car le prochain président, tout comme ses prédécesseurs et les gouvernements de tous les autres pays européens, continuera les attaques contre le monde du travail pour enrichir la classe capitaliste.

A bien de reprises, Nathalie Arthaud a pu exprimer sa foi dans les luttes de la classe ouvrière pour transformer le monde. Ensemble, les travailleurs, qui produisent tout dans cette société et qui n'exploitent personne, pourront construire une société débarrassée de l'exploitation, de la course au profit et des guerres.



Une campagne très réussie et qui a suscité des sympathies bien au-delà des votes qui se sont portés sur elle.

Pour voir ses interventions dans les médias et un aperçu de la campagne : www.nathalie-arthaud.info ou www.facebook.com/nathaliearthaud.

Qui sommes-nous ?

Le capitalisme montre tous les jours qu'il n'est pas seulement un système injuste et violent, mais qu'il est une sérieuse menace pour l'humanité : il cause les crises, les guerres, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels. Ces grands problèmes ne peuvent être résolus sans mettre fin à l'anarchie de la société capitaliste actuelle, qui est divisée en classes sociales et repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Lutte Ouvrière organise des hommes et des femmes qui sont convaincus que le communisme est le seul avenir pour l'humanité.

Nous sommes convaincus que les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine, car ils constituent la majorité de la population et font fonctionner toute la société. Et ils n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société.

Nous sommes convaincus que les travailleurs ont les moyens de remplacer l'État de la bourgeoisie et de soumettre les grandes entreprises et les banques ainsi que tout le fonctionnement de l'économie et de la politique à leur contrôle collectif et démocratique. C'est la condition pour que la majorité de la population puisse effectivement exercer le pouvoir et organiser la société dans l'intérêt de tous.

De plus, nous défendons l'idée que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être libre. Nous nous revendiquons du manifeste communiste de Karl Marx et Friedrich Engels qui finit par l'appel : Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

Lutte Ouvrière – Arbeidersstrijd fait partie de l'Union communiste internationaliste (trotskiste) dont la section la plus connue est Lutte Ouvrière en France, le parti d'Arlette Laguiller et Nathalie Arthaud.

Nous nous revendiquons de Trotski, le révolutionnaire russe et compagnon de Lénine, qui a été assassiné pour n'avoir jamais plié et avoir défendu jusqu'au bout les idées communistes contre le stalinisme.

Pour nous contacter:

Ecrire à **BP 62 5100 Jambes**, sans autre mention

à **contact@lutte-ouvriere.be**,

ou par téléphone au **0479-44.81.52**.

éditeur responsable: P. Lambert, même adresse

Site internet :

http://www.lutte-ouvriere.be

Abonnements:

Normal: 8,50 € pour 10 numéros (1 an)
Avec soutien: 15 € pour 10 numéros (1 an)

Vous pouvez vous abonner à La Voix des Travailleurs :
Par virement au numéro de compte
IBAN : BE16 0004 2035 6974 ; BIC : BPOT BEB1
avec la mention : abonnement VdT
(N'oubliez pas de nous envoyer un mail avec vos coordonnées à contact@lutte-ouvriere.be)

Ou par envoi de vos coordonnées et du prix de l'abonnement à la boîte postale BP 62 5100 Jambes.

Après le premier tour des élections en France: Seules les luttes collectives peuvent changer le sort des travailleurs

Ce sont donc Emmanuel Macron du mouvement « En Marche » et Marine Le Pen du Front national qui se retrouvent au 2ème tour des élections présidentielles en France. D'un côté, la figure de proue de l'extrême droite, héritière des idées racistes et xénophobes de son père et, de l'autre, un serviteur émérite de la grande bourgeoisie, successivement dans la haute finance et dans la politique.

Autant dire qu'au 2ème tour, la démocratie, pour les travailleurs, se limitera à un choix entre la peste et le choléra.

Marine Le Pen a accédé au deuxième tour avec les votes d'une partie de l'électorat populaire. Cette influence électorale du FN résulte des déceptions légitimes du monde du travail à l'égard des grands partis de gauche, PS et PC, qui ont prétendu gouverner dans son intérêt mais qui n'ont cessé de les fouler aux pieds.

Serviteur de la bourgeoisie jusqu'au bout, Hollande a laissé les grandes entreprises supprimer des milliers d'emplois, tout en les arrosant d'argent public. Il a mené une véritable guerre sociale aux travailleurs, notamment avec la loi « travail » qui permet des semaines de travail de 60 heures. Il a fait condamner à la prison ferme des syndicalistes en lutte pour leurs emplois. Sous sa présidence, les conditions de vie de millions de travailleurs se sont encore aggravées.

C'est d'une part vers la candidature de Mélenchon que se sont tournés les électeurs déçus et en colère. Mais Mélenchon qui avait appelé à voter Hollande au 2ème tour en 2012, n'avait pas d'autres perspectives que celui-ci. Tout comme Hollande avait dit en 2012 que son ennemi sera la finance pour ensuite se plier au dictat de cette même finance, Mélenchon, s'il avait été élu, aurait découvert ce même « mur de l'argent » qui aurait une nouvelle fois mis fin aux espoirs des électeurs populaires.

Car le véritable programme du prochain président est écrit dans les conseils d'administration des grandes entreprises et des banques, par des représentants de la grande bourgeoisie qui n'ont pas besoin d'élections pour avoir le pouvoir de prendre toutes les décisions économiques dans le seul intérêt des riches actionnaires.

C'est un fait que tous les partis occultent, y compris les partis aux lointaines attaches au mouvement ouvrier (le PS et le PC), en abandonnant l'internationalisme ouvrier pour se faire les défenseurs de « La France ».

C'est ainsi qu'ils ont semé le nationalisme sur lequel Le Pen a pu prospérer.

Le Pen, en donnant un drapeau au nationalisme, au racisme, à la dureté envers les travailleurs étrangers, distille un poison mortel pour les travailleurs. Son programme signifie la guerre entre les pauvres… pendant que les riches continuent à s'enrichir. C'est le programme patronal dans sa plus pure forme : diviser pour mieux régner. Mais en attaquant les fractions les plus vulnérables de la classe ouvrière que sont les immigrés, Le Pen s'en prendra aux travailleurs dans leur ensemble, aux syndicats pas assez dociles, aux associations qui lui déplaisent, comme le FN le fait déjà dans les communes qu'il contrôle.

Ce ne sera cependant pas par un vote Macron que les travailleurs conscients du danger pourront faire barrage contre Le Pen. Car Macron, cet ancien banquier ministre, est aussi un ennemi de la classe ouvrière. Pour un court moment ministre de Hollande, il a eu le temps d'attacher son nom à la « loi Macron » qui a étendu le travail du dimanche. Quant à la loi « travail » qui avait suscité 4 mois de manifestations, il l'aurait voulu plus dure encore.

Les exploités, les retraités, les chômeurs, ne pourront se défendre face au grand patronat qui, avec l'aide du gouvernement, s'en prendra de plus en plus violemment à leurs conditions d'existence, qu'en se retrouvant ensemble, demain, dans l'explosion sociale que la rapacité patronale finira par susciter.

Préparer ces luttes, c'est le véritable enjeu pour les travailleurs conscients, en France comme ailleurs. C'est pour y contribuer que notre camarade Nathalie Arthaud s'est présentée. Elle a pu, dans sa campagne, faire entendre le camp des travailleurs, en mettant en avant leurs exigences communes face à la crise : l'interdiction des licenciements ; la répartition du travail entre tous, sans perte de salaire ; des salaires, pensions et allocations de 1 800 euro au moins ; la nécessité pour les travailleurs de connaître les décisions prises dans les grandes entreprises et les banques. Et elle a pu affirmer sa foi communiste dans la capacité des classes populaires de changer les règles de la société, dès qu'ils ne placeront plus leurs espoirs dans un sauveur suprême, mais dans leurs propres forces.

Le vote de ses 231 660 électeurs était un vote de conscience de classe et de fierté ouvrière. L'existence de ce courant est un gage pour les luttes inévitables de demain !

Les travailleurs de Brico ne se laissent pas faire

Depuis fin 2016, la direction du groupe Brico tente d'imposer un plan de restructuration aux 2 600 travailleurs des différentes enseignes du groupe : Brico, Brico City, Brico Plan It, Plan It,… Pour supprimer une centaine d'emplois, la direction veut obtenir plus de flexibilité horaire et plus de polyvalence, la réduction des rémunérations des heures tardives via un forfait, la suppression de deux primes d'un montant total de 815 €, la suppression du payement des ¼ heures de pauses acquises par les salariés de certains magasins, la diminution du sursalaire du travail du dimanche de 300 % à 200 %, et un changement de Commission Paritaire, moins favorable, pour les futurs embauchés.

Le groupe est pourtant très rentable. Mais les actionnaires de Brico, via le groupe Maxeda, ponctionnent les bénéfices grâce à une stratégie de prêt intra-groupe. Un prêt de 158 millions €, notamment pour l'acquisition de nouveaux magasins, est remboursé par Brico à Maxeda avec des intérêts élevés : 17 millions de charges d'intérêt, soit plus de 10 % ! Et grâce aux cadeaux fiscaux du Tax Shift, le gouvernement Michel offre à ces actionnaires un bonus de 14,5 millions €

Mais les travailleurs de Brico ne veulent pas se laisser faire ! Depuis début 2017, les actions de grèves se sont multipliées, en commençant par la grève du 10 janvier des travailleurs du magasin de Ghlin. Durant les mois de mars et d'avril, la grève a atteint de nombreux autres magasins, et le samedi 1er avril, elle touchait les 3 régions du pays.

Au fil de ces épreuves de force, la direction de Brico a dû renoncer à certaines de ses exigences, comme la suppression des primes et la suppression des ¼ heures payés là où ils étaient acquis. La direction s'est en outre engagée à ne procéder à aucun licenciement et à ne pas franchiser les magasins avant 2020. Elle fait des promesses en matière de stabilité des horaires tout en annonçant impliquer les organisations syndicales dans la mise en place de la flexibilité.

Mais lors de leur dernière action de grève, les travailleurs du dépôt de Ghlin étaient bien conscients qu'ils allaient devoir se préparer à résister à d'autres attaques : l'exemple des reculs imposés aux salariés de Lunch Garden ou Delhaize est présent dans les mémoires.

« On ne peut pas accepter toutes ces attaques sans réagir ! » s'exclament des grévistes de Ghlin. De nombreux clients, pourtant tombés sur les portes closes du magasin, leurs donnent raison.



Piquet devant le Brico Plan-it à Ghlin

Bientôt la fête de Lutte Ouvrière !

Les 3, 4 et 5 juin, c'est la fête de Lutte Ouvrière à Presles (Val d'Oise): 3 jours de fraternité, de la bonne chère (pas chère), des débats et des rencontres, des spectacles et de bons moments avec les enfants. Le tout dans un magnifique parc arboré à 230 km de Bruxelles.

Pour obtenir des cartes d'entrée et éventuellement les rendez-vous pour les départs collectifs, contactez-nous.



Belref : les patrons ont la loi, les travailleurs ont la solidarité

Le 30 mars, le Tribunal de Commerce de Mons a accepté la faillite de Belref. En conséquence, le patron, Domenico Leone, laissera le fond des fermetures payer les indemnités légales de licenciement de 55 travailleurs… avec tout le retard que cela implique. Pourtant, le Tribunal accepte que ce même Domenico Leone reprenne l'activé de Belref sous son consortium SGI sa. Sur le fait que cette nouvelle entreprise n'embauchera que 17 travailleurs (au lieu de 74 actuellement) et recourra à des intérimaires selon les besoins de la production, le Tribunal s'est déclaré « incompétent ». Domenico Leone espérait même ne pas payer le salaire de mars, « comme la loi m'y autorise » disait-il. Mais les travailleurs de Belref sont allés manifester jusque devant ses bureaux, à Mons, et devant sa villa-château, à Saint-Ghislain, pendant que les 17 travailleurs repris tenaient le piquet de grève en solidarité avec leurs camarades licenciés. Domenico Leone a fini par céder et payer leur salaire de mars.

Les lois ne sont décidément pas faites pour la protection des travailleurs qui ne peuvent compter que sur leur solidarité collective.

La force des travailleurs, c'est la grève !

Pendant que patronat et gouvernement continuent leur offensive contre le monde du travail, les représentants syndicaux ont accepté de reprendre les négociations autour de la « réforme du droit de grève ».

Ils disent vouloir montrer au gouvernement que le « dialogue social » fonctionne. Mais ce « dialogue » ne fonctionne qu'à l'avantage des patrons. Sans rapport de force, cette discussion ne pourra se terminer que par un nouveau recul.

Pour défendre nos emplois, nos salaires, nos pensions et plus généralement notre niveau de vie, il faudra riposter à la lutte de classes qui est menée par les capitalistes.

Voilà une perspective que les bureaucrates qui usurpent la direction des syndicats ont abandonnée pour pouvoir rester assis à papoter avec les patrons.

La dictature du capital dans les porcheries

Un tiers des éleveurs flamands de porcs voudraient cesser leur activité qui ne leur rapporte que des dettes, avec des prix à la baisse, parfois en dessous du prix de revient. Mais endettés vis-à-vis des sociétés agroalimentaire qui leurs fournissent la nourriture, les équipements, les médicaments obligatoires pour satisfaire aux normes, arrêter est impossible.

25% des éleveurs de porcs en Flandre ont fini par perdre leur exploitation et travaillent aujourd'hui comme salariés payés à la pièce pour ces mêmes sociétés ou pour un éleveur plus important.

Pour que la société devienne libre et saine, il faut exproprier les capitalistes de l'agroalimentaire comme ceux des banques et des autres secteurs.

Banques: les Etats complices de l'évasion fiscale

Oxfam a publié un rapport sur les 20 plus grandes banques européennes.

Les BNP, ING, Deutsche Bank... ont réalisé 94 milliards de bénéfices en 2015 et elles ont payé en moyenne 6% d'impôts et certaines, 2% seulement !

Car malgré la présence des Etats européens dans le capital de ces banques, elles font toutes usage des paradis fiscaux en y déclarant un quart de leurs bénéfices. Elles ont même déclaré des centaines de millions de bénéfices dans des pays où elles n'ont aucun employé... sans être inquiétées en quoi que ce soit.

Les Etats sont complices de cette évasion fiscale, c'est pourquoi il ne suffit pas que les banques soient nationalisées (comme Belfius, ex-Dexia) pour que ces pratiques cessent. Il faudra que les travailleurs imposent leur propre contrôle sur tous les comptes des banques.

Kris Peeters apprend le repassage

Le ministre fédéral de l'Emploi, Kris Peeters, portant un tablier, et un fer à repasser à la main, a lancé la campagne "Un job qui dit merci", pour faire connaitre le secteur des titres-services aux jeunes. "J'espère que beaucoup de jeunes trouveront la voie vers ce secteur grâce à la campagne. Il y a beaucoup d'offres d'emploi" dit-il.

En 2015, ce secteur employait 150 000 personnes et 2 500 offres d'emplois y seraient disponibles.

2 500 jeunes - sur combien en recherche d'emploi ? - pourraient donc découvrir les joies du ménage pour un salaire permettant à peine de vivre ! Pas de quoi dire merci !



Il manque d'entrainement

Leurs hausses sont nos baisses

70% des entreprises cotées à la bourse belge Euronext ont augmenté leurs dividendes pour 2016. En moyenne (en comptant donc les 8% des entreprises qui les ont baissés et les 22% qui les ont laissés inchangés), les dividendes ont augmenté de 5,6%.

L'évolution a été similaire pour les rémunérations des PDG des entreprises du BEL 20 (19 grandes sociétés cotées en bourse servant d'indice) qui ont augmenté de 5,24% en moyenne.

Pourtant dans le même temps le PIB (la masse totale des richesses créées) n'a crû que de 1,3%. L'argent qui va vers les actionnaires et salaires des PDG a donc dû être volé quelque part !

Il n'y a qu'à regarder nos fiches de paye gelées depuis 2011, et les fins de mois qui tombent de plus en plus tôt pour percer le mystère : leurs profits augmentent parce que nos salaires et pensions diminuent !

Regarde, une vache !

Le gouvernement a annoncé en grande pompe un « plan d'investissement » : 30 milliards d'euros doivent être investis dans les transports, les énergies vertes, villes intelligentes, armée, police, et santé.

Le seul hic ? Le gouvernement ne tient pas encore le premier centime de cet argent. Mais un « comité de pilotage » a déjà été mis en place, composé de grands patrons (Belgacom, Belfius, GSK, représentants des organisations patronales FEB et Voka…).



Une nouvelle vache à lait est née. On ne sait pas encore si elle produira du lait, mais le patronat est déjà accroché à son pis, en attendant que le gouvernement fasse payer les travailleurs pour la nourrir…

A vos ordres, mon capitaine !

Pendant des semaines, CD&V et NV.A se sont envoyés des piques et des noms d'oiseaux, les élections communales pointant à l'horizon.

Mais le 11 avril, les organisations patronales ont rappelé le gouvernement à l'ordre : il est temps de retourner aux choses sérieuses, ont-ils déclaré : nous attendons la baisse des impôts sur les sociétés.

Et voilà que les partenaires du gouvernement se sont jurés l'amour jusqu'en 2019… pour déclarer qu'il n'était plus nécessaire d'atteindre l'équilibre budgétaire en 2018 et qu'on pouvait baisser les impôts sur les sociétés…

Augmentation du RIS : de qui se moque-t-on ?

Le conseil des ministres a approuvé l'augmentation du revenu d'intégration sociale (RIS) de 0,9% à partir du 1er septembre prochain. Concrètement, le revenu d'un cohabitant passera de 578 euros à 583 euros, celui d'un isolé de 867 euros à 875 euros et d'un bénéficiaire avec charge de famille de 1156 à 1166 euros. Bref entre 5 et 10 euros de plus par mois !

"Toute augmentation, même minime, est précieuse pour les bénéficiaires et cadre avec mon désir de revaloriser le revenu d'intégration, tout en responsabilisant les bénéficiaires", a déclaré le ministre de l'Intégration sociale, Willy Borsus (MR).

10 euros pour les plus pauvres, des milliards d'euros de cadeaux pour les actionnaires et les grands patrons, ils se moquent de nous !

Un geste bien hypocrite

Donald Trump renonce à son salaire de président. Ces 400.000 dollars annuels seront versés à une organisation caritative dont il laisse le choix à la presse, a-t-il annoncé.

Un geste qui ne coûte pas bien cher à ce milliardaire. Mais qui n'empêche surtout en rien les entreprises américaines de baisser les salaires des travailleurs et de licencier comme bon leur semble, ni le gouvernement américain de leur permettre d'exploiter les travailleurs davantage encore.

Voilà qui rappelle que les travailleurs ne doivent pas se laisser distraire par des marionnettes… Ce sont les capitalistes qui tiennent les fils !

Protection civile… en danger

Le ministre de l'Intérieur, Jan Jambon, présente le réforme de la protection civile comme une « modernisation et un renforcement pour faire face à de nouveaux risques comme le terrorisme et le changement climatique ». Mais ce ne sont que des mots. En 20 ans, le personnel de la protection civile a diminué de 50%. La moyenne d'âge est aujourd'hui de 50 ans, et peu de jeunes sont formés à ces métiers. Le budget de fonctionnement annuel, 300 000 €, est dérisoire et ne permet pas l'entretien correct des véhicules et du matériel.

La réforme de Jambon implique la fermeture de 4 casernes sur 6 et une réduction du personnel de 30% via des pré-pensions ou une réaffectation dans d'autres services fédéraux comme les prisons ou la police. Le gouvernement Michel et les ministres de la N-VA prouvent que la « sécurité » dont ils aiment tant parler n'est que pure démagogie.



La protection civile:
pour eux, la sécurité n'est pas qu'une parole en l'air

A bas les guerres impérialistes !

L'attaque au gaz des habitants de Khan Sheikhoun, mardi 4 avril, est une nouvelle horreur dans la guerre impitoyable que le régime syrien de Bachar al-Assad livre à son propre peuple depuis 2011. Une guerre qui a fait 500 000 morts, 10 millions de déplacés, dont au moins 4 millions ont dû quitter le pays.

Depuis 2011, les États-Unis, comme les autres grandes puissances, ont misé sur la chute du régime, quitte à faire financer des milices islamistes en guerre contre lui. Puis, en 2014, quand la guerre contre Daesh est devenue la priorité, ils ont misé sur le maintien au pouvoir de Bachar al-Assad, oubliant opportunément qu'il assassine sa propre population. Le 31 mars encore, Trump avait rappelé ce choix d'alliance qui consiste en fait à laisser faire le sale boulot contre Daesh aux armées syrienne et russe.

Et ce seraient aujourd'hui les images des enfants gazés qui auraient fait changer d'avis Trump et l'auraient décidé à frapper une base aérienne de l'armée syrienne ? Quelle hypocrisie, alors que Trump refuse d'accueillir les réfugiés syriens ! Son souci n'est pas le sort des populations mais de défendre les intérêts des capitalistes américains dans le conflit.

Pour la population de Syrie ces frappes ne font qu'ajouter des bombes aux bombes. Depuis plus d'un siècle, le Proche et le Moyen Orient sont le théâtre de guerres et de conflits alimentés par les intérêts des pays impérialistes, notamment pour le pétrole. Depuis le début de la guerre d'Irak déclenchée par Bush en 2003, le chaos s'est accéléré dans toute la région. Les populations sont prises en étau entre les bombardements des impérialistes et de leurs alliés, et les milices terroristes dont elles sont les premières victimes.

Ces guerres et destructions coûtent un à deux mille milliards de dollars chaque année aux pays occidentaux. De l'argent qui aurait été bien plus utile là-bas pour des écoles, des hôpitaux, des routes que pour des bombes, et qui a aussi manqué dans les budgets d'éducation ou de santé aux USA et en Europe. Tous ces milliards et ces technologies de pointe n'ont servi qu'à entraîner l'effondrement des conditions de vie en Irak et dans toute la région, pour des décennies.

Mais ces milliards ne sont pas perdus pour tout le monde. Ces guerres sont commandées par les intérêts des sociétés pétrolières. Les cours de leurs actions ont monté dès l'annonce par Trump de la frappe contre la Syrie. Et ces guerres rapportent d'énormes profits aux entreprises d'armement, même en Belgique où Magnette défendait il y a peu les exportations d'armes vers l'Arabie saoudite. Alors que l'Arabie saoudite soutient les milices qui terrorisent la population en Irak et en Syrie au nom de la charia islamique, que l'Arabie saoudite a contribué à armer Daesh, les talibans et Al Quaïda, qu'elle mène une guerre au Yémen et qu'elle nourrit les courants intégristes. Magnette a justifié les profits de la FN en rappelant cyniquement que l'Arabie saoudite fait partie de l'alliance contre Daesh.

Eh oui, les puissances impérialistes n'ont jamais hésité à s'appuyer sur les forces les plus réactionnaires pour imposer leur domination.

Est-ce que les dirigeants américains vont faire le choix de changer de politique et laisser tomber Bachar al Assad ou est-ce que cette frappe avait surtout pour fonction de rappeler à al-Assad, à Poutine, à Erdogan et aux autres dirigeants locaux qu'ils ont intérêt à ne pas empiéter sur les intérêts des Etats-Unis? Quoi qu'il en soit, le sort de la population ne s'en améliorera pas. Et tous les civils tués dans ces bombardements convaincront de nouveaux jeunes de commettre des attentats contre l'occident.

Cette possible volte-face américaine rappelle aussi que les différentes puissances, aujourd'hui alliées contre Daesh, ont des intérêts rivaux. Les alliés d'aujourd'hui, peuvent très bien devenir des ennemis ouverts demain et le conflit qui entraîne et déstabilise déjà toute la région, se transformer en brasier mondial.

Voilà où en est le capitalisme. Il est vain d'attendre des dirigeants de ce système une solution dans l'intérêt des populations et des enfants qui meurent sous les bombes.

La tâche qui se pose à l'humanité est de se débarrasser de ce système barbare. C'est la condition incontournable pour que les immenses progrès techniques profitent enfin à tous ! Cela demandera des luttes et même une révolution ? Oui, mais elles coûteront beaucoup moins cher à l'humanité que de laisser les capitalistes continuer à tout détruire !

L'armée belge hors d'Irak et de Syrie !

Le 17 mars un raid mené par la coalition internationale en Irak a fait au moins 140 victimes civiles à Mossoul.

L'armée irakienne et la coalition internationale bombardent cette ville, d'où 200 000 habitants ont déjà fui, mais 600 000 personnes y vivent encore dans des zones tenues par l'Etat islamique.

La Défense belge assure que depuis l'implication des F16 belges au Moyen Orient aucune perte civile n'a été le fait de bombardements belges. Pourtant rien que depuis le 1er juillet 2016, les F16 belges ont effectués 653 sorties et le nombre de bombes larguées est tenu secret ! Et



le ministre de la défense Vandeput, entendu par des parlementaires, assure que « les règles d'engagement ont été tenues ».

Règles tenues ou pas, les Syriens paient de leur vie les appétits des grandes puissances pour contrôler cette région !

Alors, à bas l'intervention militaire au Moyen-Orient !

Tunisie : le mécontentement se fait entendre

Depuis le début du mois d'avril, des manifestations et des grèves ont lieu dans les provinces de Tataouine dans le sud du pays et Kairouan dans le centre. Le 20 avril, la ville de Kef dans le nord-ouest du pays a été paralysée par une grève générale.

Les motifs de mécontentement sont partout les mêmes, la pauvreté, le chômage, la fermeture d'usines et la corruption. Les manifestants ont défilé aux cris de « travail, liberté, dignité ».

Six ans après le printemps arabe et la chute de Ben Ali, rien n'a vraiment changé pour les plus pauvres et pour les travailleurs tunisiens. Ils reprennent la lutte pour, cette fois, défendre leurs propres intérêts. C'est la bonne voie à suivre.



Les mensonges meurtriers des dirigeants européens

En 2015, l'Union Européenne avait annoncé qu'elle relocaliserait dans les pays membres 160 000 réfugiés parmi ceux qui ont réussi à atteindre la Grèce et l'Italie pour "soulager" ces pays. Un an et demi plus tard, le bilan est sans appel : seuls 15 055 demandeurs d'asile ont été relocalisés, moins de 10 % de la promesse ! Une promesse que la Commission européenne s'apprête à définitivement enterrer puisqu'elle affirme maintenant qu'il resterait moins de 18 000 personnes éligibles à ce dispositif qui est d'ailleurs réservé aux seuls Syriens, Irakiens et Erythréens.

Rien qu'en Grèce, il y a pourtant plus de 62 200 réfugiés (dont plus de 20 000 Erythréens) qui attendent une solution digne. Il faut donc croire que l'Europe s'apprête à expulser la plupart d'entre eux.

Pendant ce temps, les frontières restent fermées et la Méditerranée continue de devenir un cimetière marin pour des milliers de personnes qui continuent de tenter leur chance pour leur survie : plus de 3700 morts en 2015, plus de 5000 morts en 2016… Il y a urgence à abattre toutes les frontières !

Années grasses pour marchands d'armes

La Belgique n'a pas connu de guerre sur son sol depuis plus de 70 ans mais cela ne l'empêche pas d'intervenir militairement à l'étranger, comme au Moyen-Orient depuis 2001.

Et alors que des milliards d'économies sont prévues dans la santé, dans l'enseignement, dans les transports publics, le budget de l'armée est lui en augmentation.

La commission de la défense de la Chambre vient d'approuver le budget militaire prévu pour la période 2016-2030 : 9,4 milliards d'euros en matériels dits « majeurs » comme 34 nouveaux avions de combat, deux frégates, six chasseurs de mines, six drones, des véhicules de combat motorisés et des canons lourds…

Le gouvernement prévoit ainsi une augmentation d'ici 2030 des dépenses militaires à 1,3% du PIB, alors qu'elles sont 0,9% du PIB.

L'utilisation de ces armes dans le cadre des guerres menées par les USA, la France et d'autres nations capitalistes au Moyen-Orient et en Afrique ne feront qu'accroître le chaos qui y règne déjà.

Cet argent serait bien plus utile pour embaucher dans les hôpitaux et construire des écoles !



Ne pas jeter sur la voie publique, svp.